

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Ensemble-des-riverains-barrent-la-route-a-l>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°59 > **Ensemble, des riverains barrent la route à l'uranium !**

19 décembre 2013

Ensemble, des riverains barrent la route à l'uranium !

Cette rubrique est l'occasion de présenter une action, menée des militants du Réseau, qui présente un intérêt particulier par son originalité, sa "reproductibilité", son efficacité, etc. De quoi donner des idées aux militant-e-s partout en France ! Nous donnons, dans ce numéro, la parole aux collectifs "STOP-Uranium" et à SDN 26/07 membre de "STOP-Tricastin".

Mercredi 19 juin 2013, des blocages ont eu lieu simultanément devant deux usines de transformation de l'uranium : la Comurhex Malvési (11) et le site du Tricastin (26), sur lequel est située l'usine Comurhex Pierrelatte. Deux participants témoignent.

En juin dernier, vous avez participé à deux actions de blocage, pouvez-vous m'en dire plus ?

Didier et Dominique : Nous avons simultanément bloqué les usines de la Comurhex à Malvési près de Narbonne et le site du Tricastin à Pierrelatte. À Malvési, l'usine est restée bloquée 2h30, perturbant sérieusement le trafic ce jour-là. À Tricastin, le blocage d'une entrée a entraîné la fermeture complète du site et aucun camion ne pouvait en entrer ou en sortir. Au final, nous avons réussi à stopper une journée complète le transport du minerai sur la vallée du Rhône et à faire cesser l'activité des deux usines pendant une après-midi.

Quels étaient les objectifs de ces actions coordonnées ?

Dominique : Du nucléaire, l'opinion publique et les médias n'ont qu'une vision partielle fréquemment associée aux réacteurs en service ou en construction et au site de retraitement d'AREVA à La Hague (50). On oublie que l'industrie nucléaire génère de multiples transports ferrés et routiers, que ce soit le transport de combustible sous ses différentes formes (minerai, uranium enrichi, plutonium, MOX, etc.), le transport de déchets nucléaires et le transport quotidien par rail de

combustibles usés et très hautement irradiés. Ainsi, même sans réacteur à proximité, de nombreuses régions françaises sont concernées par le risque nucléaire.

Il s'agissait, en premier lieu, de rendre visible un trafic routier quotidien - trois à cinq camions par jour d'uranium entre l'usine de Malvési près de Narbonne et le site nucléaire du Tricastin (entre Avignon et Valence) -, de démontrer que la sécurité de ces convois n'est pas fiable, d'alerter les élus locaux peu ou pas du tout informés de ces trafics et de coordonner des actions entre différents groupes antinucléaires locaux.

Didier : Pour moi, c'est d'abord l'information envers la population. À Narbonne, l'usine de la Comurhex n'apparaît pas forcément comme une usine potentiellement dangereuse contrairement à une centrale. Pourtant elle l'est. Porte d'entrée de tout l'uranium utilisé dans nos centrales et de 25 % de l'uranium mondial, la pollution y est considérable, par l'air et le sol. On ne compte plus les divers incidents et accidents qui s'y sont produits (rupture de digue, inondations...). Plusieurs salariés y ont été contaminés et certains en sont morts. Et comme partout dans le nucléaire, la transparence n'est pas de mise... Ensuite, nous voulions interpeller les élus, notamment les maires, sur les transports quotidiens. Sont-ils informés que près de 60 tonnes circulent en moyenne chaque jour entre Narbonne et Pierrelatte, empruntant les autoroutes A9 et A7 et traversant des agglomérations comme Montpellier, Nîmes, Orange... ? Existe-t-il un plan en cas d'accident et les élus savent-ils quoi faire et comment réagir en cas de problème ?

Pourquoi et comment vous est venue cette idée ? Comment avez-vous préparé cette action ?

Dominique : La multiplication des transports nucléaires de toute nature en vallée du Rhône, l'opacité qui règne autour de ces trafics et le refus des élus locaux de s'interroger sur cette situation nous ont naturellement conduits à envisager des interventions militantes de manière à la rendre visible pour mieux la dénoncer.

Bloquer des trains, des camions ou des sites industriels nucléaires, sans violence, en préservant la sécurité des militant-e-s quant au danger d'irradiation et en assumant les conséquences tant physiques (intervention policière) que juridiques impose à la fois une préparation technique et une réflexion sur l'action elle-même.

D'emblée, nous avons arrêté le principe d'actions militantes larges et publiques (pas de petits "commandos" clandestins). Ainsi, tant à Narbonne qu'à Valence et Avignon, ce ne sont pas des "spécialistes" ou des "activistes" qui ont participé mais des citoyens et citoyennes riverains de ces transports. Pour cela SDN 26/07 organise des formations de ses adhérent-e-s en lien parfois avec le mouvement des Désobéissants ou des militant-e-s de partis politiques. On y apprend les méthodes non-violentes d'action de blocage, de réaction aux interventions policières, et comment réagir en cas d'arrestation.

Didier : Nous avons affaire à un lobby puissant. Aux manifestations de rue ou chaînes humaines, longues à préparer, doivent s'ajouter des actions d'interpellation de l'opinion qui empruntent d'autres voies.

Les actions simultanées à Pierrelatte et Narbonne s'inscrivent dans le cadre de la désobéissance civile par des actions non-violentes. Ces actions permettent à travers un accès aux médias de faire entendre notre voix. Elles permettent aussi à des réseaux militants, défendant une autre vision du monde, de travailler ensemble. Contre le nucléaire, les OGM ou l'exploitation du gaz de schiste, nos luttes doivent converger pour dénoncer les lobbys industriels dont les intérêts financiers vont à l'encontre de la santé des populations. De nombreux militants de l'écologie politique s'orientent

désormais vers ce type d'action et se forment, lors de stages, à la désobéissance civile. De tels stages ont déjà été organisés à Narbonne, Montpellier, Nîmes ou dans la Drôme.

D'après vous, localement, comment a été reçue votre action ? Quelles ont été les retombées ?

Dominique : Les télévisions et la presse écrite sont toujours friandes d'actions originales et sortant du cadre des manifestations et pétitions, et cette action n'a pas fait exception, articles et interviews se sont multipliés. Le "siège" des sites de Malvesi et Tricastin a permis de mettre l'accent sur ces transports et leurs itinéraires passant par de nombreuses grandes villes du Sud-Est.

En Drôme, le préfet a accepté le principe d'une rencontre avec SDN 26/07 alors qu'il le refusait jusqu'à maintenant. Toutefois, l'élément le plus intéressant de cette action, c'est qu'elle faisait suite à une occupation de la mairie de Montélimar et qu'à chaque fois de nombreux et nombreuses militantes ont participé, démontrant ainsi notre implantation dans la population riveraine des installations nucléaires du Tricastin.

Didier : Les comptes rendus dans les médias sont assez positifs relevant l'aspect non-violent mais déterminé de ces actions ainsi que leur très bonne préparation. Par exemple, on pouvait lire dans La Dépêche de l'Aude : "Tous les services de renseignements du département ont semble-t-il été pris de cours".

Par ailleurs le renforcement des liens entre les réseaux militants, que j'évoquais plus haut, est pour moi fondamental. Face à la compromission, ou à la démission des politiques en place, il faut chercher à faire bouger les choses ailleurs et pour ça, l'union fait la force !

Et si vous deviez recommencer, vous me diriez...

Dominique : Les trafics routiers et ferrés d'uranium et de déchets nucléaires sont quotidiens dans le Sud-Est, d'autres actions sont donc envisagées en coordination avec les nombreux groupes locaux membres de STOP Tricastin.

Didier : Re commençons !

À très bientôt alors !

Interview de Dominique Malvaud et Didier Latorre Propos recueillis par Laura Hameaux

Contacts des collectifs mobilisés

Dominique Malvaud, SDN 26/07, 06 72 07 76 42 Didier Latorre, Stop Uranium,

Organisez une formation à la désobéissance civile !

Le Réseau "Sortir du nucléaire" propose à ses groupes membres l'organisation de formations à l'action non-violente avec Les Désobéissants. Vous faites partie d'un collectif et souhaitez organiser

une formation, contactez Laura : mobilisations@sortirdunucleaire.fr

Ils ont recommencé !

Le 12 septembre, STOP-uranium a effectivement remis le couvert en bloquant un camion d'uranium à Narbonne. Ce convoi fait partie des 3 à 5 camions qui quittent chaque jour l'usine Areva-Comurhex de Malvési dans l'Aude, pour rejoindre celle de Pierrelatte, dans la Drôme. Photos et vidéos sur notre site www.sortirdunucleaire.org